Corrigé indicatif de la première partie

Dossier n° 1 : (3 points)

Question 1 : Traitement comptable applicable au programme de fidélité en 2017 (2,5 points)

a. Principe général : (0,25 point)

Le programme de fidélité mis en place par la société "PRIMA CAR" est régi par l'interprétation IFRIC 13. Selon le paragraphe IFRIC 13.5 "Une entité doit appliquer le paragraphe 13 d'IAS 18 et comptabiliser les points cadeau en tant qu'éléments identifiables de la transaction, séparément des autres éléments identifiables lors de la vente initiale. La juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir au titre de la vente initiale doit être répartie entre les points cadeau et les autres éléments de la vente". (0,25 point)

b. Détermination de la juste valeur des points et des revenus : (0,75 point)

Désignation	Exercice 2017
Nombre de points accordés	12 000
JV des points accordés	24 000 DT <i>12 000/200 x 400 (0,25 point)</i>
Estimation de la JV du revenu des entretiens affecté aux points	19 200 DT <i>24 000 * 80% (0,25 point)</i>
JV des points exercés prise en compte en revenus	12 000 DT <i>6 000/200 x 400 (0,125 point)</i>
Coût des points exercés	9 600 DT <i>6 000/200 x 320 (0,125 point)</i>

c. Ecritures comptables : (1,5 points)

01/01/2017 (0,25 point)

(R) Revenus d'entretien (B) Produits différés (Produits constatés d'avance) <i>Constatacion des produits différés au titre des points cumulé en 2017</i>	19 200	19 200
--	--------	--------

01/01/2017 (0,25 point)

(B) Actif d'impôt différé [19.200 x 25%] (R) Produit d'impôt différé <i>Fiscalité différée induite par les produits constatés d'avance</i>	4 800	4 800
--	-------	-------

31/12/2017 (0,25 point)

(B) Produits différés (Produits constatés d'avance) (R) Ventes de pneus <i>Annulation des produits différés au titre des points exercés en 2017</i>	12 000	12 000
---	--------	--------

31/12/2017 (0,25 point)

(R) Coût des ventes (ou Variation de stocks) (B) Stocks de pneus <i>Constatacion du coût des ventes des pneus</i>	9 600	9 600
---	-------	-------

31/12/2017 (0,25 point)

(R) Frais de Marketing (R) Coût des ventes (ou Variation de stocks) <i>Reclassement du coût des ventes de pneus en frais de marketing</i>	9 600	9 600
---	-------	-------

31/12/2017 (0,25 point)

(R) Produits d'impôts différés (B) Actif d'impôt différé [12.000 x 25%] <i>Renversement de la différence temporaire déductible sur les points exercés</i>	3 000	3 000
---	-------	-------

Question 2 : Traitement comptable applicable au programme de fidélité en 2018 (0,5 point)

L'analyse de la substance de l'accord conclu entre "PRIMA CAR" et "3T" et entrant en vigueur à partir du 01/01/2018, permet de conclure que la première agit pour le compte de la seconde à titre d'agent ("3T" fournit les cadeaux sous forme de pneus, et "PRIMA CAR" encaisse la contrepartie affectée aux points cadeau pour le compte de "3T"). (0,25 point)

En conséquence, et conformément au paragraphe IFRIC 13.08, "PRIMA CAR" doit évaluer le produit lié au points cadeaux comme étant le montant net qu'elle conserve pour son propre compte, c'est-à-dire la différence entre la contrepartie reçue affectée aux points-cadeaux et le montant dû à "3T" au titre de la fourniture des cadeaux, soit la Juste valeur d'un pneu au titre de l'année 2018 déduction faite du montant à reverser au fournisseur "3T" soit 60 DT par pneu (450 DT-390 DT). (0,25 point)

Dossier n° 2 : (5 points)

Question 1 : Traitement comptable applicable aux ventes de véhicules "SUV" (2 points)

a. Principe général : (0,5 points)

Selon IAS 18.14, les produits des activités ordinaires provenant de la vente de biens doivent être comptabilisés lorsqu'il a été satisfait à l'ensemble des conditions suivantes :

- (a) L'entité a transféré à l'acheteur les risques et avantages importants inhérents à la propriété des biens ;
- (b) L'entité ne continue ni à être impliquée dans la gestion, telle qu'elle incombe normalement au propriétaire, ni dans le contrôle effectif des biens cédés ;
- (c) Le montant des produits des activités ordinaires peut être évalué de façon fiable ;
- (d) Il est probable que les avantages économiques associés à la transaction iront à l'entité ; et
- (e) Les coûts engagés ou à engager concernant la transaction peuvent être évalués de façon fiable. (0,25 point)

Selon IAS 18.19, le produit des activités ordinaires et les charges qui se rapportent à la même transaction ou autre événement sont comptabilisés simultanément. Ainsi, le produit des activités ordinaires ne peut pas être comptabilisé lorsque les charges ne peuvent pas être évaluées de façon fiable ; dans de telles circonstances, toute contrepartie déjà reçue au titre de la vente des biens est comptabilisée en tant que passif.

Il en découle que la partie du revenu encaissé provenant de la vente des "SUV" qui correspond à la juste valeur des opérations d'entretien doit être constatée au passif (produits différés) et rapportée en résultat au fur et à mesure que le coût de ses opérations serait engagé. (0,25 point)

b. Détermination de la juste valeur des opérations d'entretien au titre de la vente des "SUV" : (0,25 point)

Année de réalisation des prestations d'entretien	2017	2018	
JV d'un entretien	350 DT	320 DT	(1)
Nombre d'entretiens par véhicule	2	2	(2)
Nombre de véhicules	100	100	(3)
JV des revenus d'entretien	70 000 DT <i>(1) x (2) x (3)</i>	64 000 DT <i>(1) x (2) x (3)</i>	
JV actualisée	63 636 DT <i>70 000 x (1+10%)⁻¹</i> (a)	52 893 DT <i>64 000 x (1+10%)⁻²</i> (b)	
Total (a)+(b)	116 529 DT		(0,25 point)

c. Ecritures comptables relatives à l'exercice clos le 31/12/2017 : (1,25 points)

01/01/2017 (0,125 point)

(B) Clients (ou Trésorerie) (R) Ventes de véhicules "SUV" <i>Constatacion des produits des ventes de véhicules "SUV"</i>	8 000 000	8 000 000
--	-----------	-----------

01/01/2017 (0,25 point)

(R) Revenus d'entretien (B) Produits différés (Produits constatés d'avance) <i>Constatacion des produits différés au titre des prestations d'entretien</i>	116 529	116 529
--	---------	---------

01/01/2017 (0,25 point)

(B) Actif d'impôt différé [116.529 x 25%] (R) Produit d'impôt différé <i>Fiscalité différée induite par les produits constatés d'avance</i>	29 132	29 132
---	--------	--------

31/12/2017 (0,125 point)

(R) Coût des ventes (ou Variation de stocks) (B) Stocks de véhicules "SUV" <i>Constatacion du coût des ventes des véhicules</i>	7 200 000	7 200 000
---	-----------	-----------

31/12/2017 (0,25 point)

(B) Produits différés (Produits constatés d'avance) (R) Charges financières (coût du passage du temps) [63.636 x 10%] (R) Revenus d'entretien <i>Quote-part prestations d'entretiens rapportée à l'exercice 2017</i>	63 636 6 364	70 000
---	-----------------	--------

31/12/2017 (0,25 point)

(R) Produits d'impôts différés (B) Actif d'impôt différé [63.636 x 25%] <i>Renversement de la DTD sur les prestations d'entretien constatées</i>	15 909	15 909
--	--------	--------

Question 2 : Traitement comptable du contrat "LOA" des véhicules "CUV" (3 points)

a. Principe général : (1,25 points)

Le contrat "LOA" conclu entre "PRIMA CAR" et "SAFARI TOURS" comporte une option de rachat gratuit des véhicules au terme de la période de location de 5 ans. En conséquence, ledit contrat devrait être classé, en substance, en tant que contrat de location-financement au sens d'IAS 17.10. Dans ce cadre, "PRIMA CAR" agit en qualité de bailleur distributeur. (0,25 point)

Selon IAS 17.42, "les bailleurs fabricants ou distributeurs doivent comptabiliser le résultat net sur ventes de la période, selon les principes retenus par l'entité pour ses ventes pures et simples...". La société "PRIMA CAR" doit, ainsi, constater un revenu de vente à la date de la mise en location-financement des véhicules "CUV" et constater un actif financier qui représente le principal de sa créance à rembourser par le client. (0,25 point)

Par ailleurs, le taux d'intérêt implicite (t) du contrat est de 5%, déterminé comme suit :

$$86.590 \text{ DT} = 20.000 \times \frac{1 - (1+t)^{-5}}{t} \quad (0,25 \text{ point})$$

Dans des conditions normales le taux implicite (t) aurait été de 11%, déterminé comme suit :

$$86.590 \text{ DT} = 23.429 \times \frac{1 - (1+t)^{-5}}{t} \quad (0,25 \text{ point})$$

Ainsi, et toujours selon IAS 17.42, "Si les taux d'intérêt donnés sont artificiellement bas, le profit réalisé sur la vente sera limité au profit que l'on obtiendrait si l'on facturait un taux d'intérêt de marché...". La société "PRIMA CAR" a pratiqué un taux (5%) nettement inférieur au taux de marché (11%). Le revenu provenant de la vente doit être limité au revenu pratiqué selon le taux de marché. (0,25 point)

b. Détermination des revenus provenant de la vente des véhicules "CUV" : (0,5 point)

Pour chacun des dix (10) véhicules "CUV", le revenu est déterminé par l'actualisation des paiements minimaux garantis taux commercial déterminé comme suit :

$$73.918 = 20.000 \times \frac{1 - (1+11\%)^{-5}}{11\%} \quad (0,25 \text{ point})$$

Pour les dix (10) véhicules "CUV", les revenus s'élèveront donc à 739.180 DT :

$$73.918 \times 10 = 739.180 \text{ DT.} \quad (0,25 \text{ point})$$

c. Ecritures comptables : (1,25 points)

01/02/2017 (0,25 point)

(B) Créances de location-financement	739 180	
(R) Ventes de véhicules "CUV"		739 180
Constatacion des produits des ventes de véhicules "CUV"		

31/12/2017 (0,25 point)

(B) Intérêts courus sur créances de location-financement (R) Produits financiers <i>Constatation des produits financiers en date de reporting</i>	74 205	74 205 (*)
---	--------	------------

(*) $739.180 \times [(1+11\%)^{11/12} - 1]$ (0,25 point)

01/02/2018 (0,25 point)

(B) Trésorerie [20.000x10] (B) Intérêts courus sur créances de location-financement (R) Produits financiers (B) Créances de location financement <i>Encaissement du premier loyer</i>	200 000	74 205 (**) 7 105 (***) 118 690 (***)
---	---------	---

(**) $(739.180 + 74.205) \times [(1+11\%)^{1/12} - 1]$ (0,25 point)

(***) Par différence.

Dossier n° 3 : (4 points)

Question 1 : Traitement comptable du contrat de concession de l'exclusivité (1,25 points)

a. Principe général : (0,25 points)

Selon IAS 18.30 (b), les redevances doivent être comptabilisées au fur et à mesure qu'elles sont acquises, selon la substance de l'accord concerné.

Considérant que le droit d'entrée (redevance initiale), correspond, en substance, à une compensation du différentiel entre une redevance calculée dans des conditions normales et celle convenue contractuellement ; ledit droit d'entrée devrait être initialement comptabilisé au passif (produits différés) puis rapporté au résultat durant la période contractuelle sur une base systématique, soit au rythme du différentiel annuel actualisé. (0,25 point)

b. Détermination de la quote-part du droit d'entrée à rapporter au résultat de 2017 : (0,25 point)

Désignation	Valeur	
Chiffre d'affaires 2017 provenant de la vente des véhicules par "SUD AUTO"	800 000 DT	
Redevances calculées selon les conditions normales (1)	40 000 DT	$800\ 000 \times 5\%$
Redevances contractuelles (2)	16 000 DT	$800\ 000 \times 2\%$
Différentiel (1) – (2)	24 000 DT	
JV de la quote-part du droit d'entrée à rapporter à l'exercice 2017	21.818 DT	$24\ 000 / (1 + 10\%)^{12/12}$

c. Ecritures comptables relatives à l'exercice clos le 31/12/2017 : (0,75 points)

02/01/2017 (0,125 point)

(B) Débiteurs divers (ou Trésorerie) (B) Produits différés (Produits constatés d'avance) <i>Constatation de la redevance initiale sur concession de l'exclusivité</i>	150 000	150 000
---	---------	---------

02/01/2017 (0,125 point)

(B) Actif d'impôt différé [150.000 x 25%] (R) Produit d'impôt différé <i>Fiscalité différée induite par les produits constatés d'avance</i>	37 500	37 500
---	--------	--------

31/12/2017 (0,125 point)

(B) Débiteurs divers (ou Trésorerie)	16 000	
(R) Redevances de concession [800.000 x2%]		16 000
<i>Constatation de la redevance de concession de l'exclusivité de 2017</i>		

31/12/2017 (0,25 point)

(B) Produits différés (Produits constatés d'avance)	21 818	
(R) Charges financières	2 182	
(R) Redevances de concession [800.000 x(5%-2%)]		24 000
<i>Constatation de la quote-part du droit d'entrée à rapporter à 2017</i>		

31/12/2017 (0,125 point)

(R) Produits d'impôts différés	5 455	
(B) Actif d'impôt différé [21.818 x 25%]		5 455
<i>Renversement de la DTD sur la quote-part rapportée au résultat de 2017</i>		

Question 2 : Traitement comptable des contrats de construction (2,75 points)

a. Principe général : (1,25 points)

Les deux contrats conclus entre "PRIMA BAT" et "SUD AUTO" répondent parfaitement à la définition de contrats de construction prévues par IAS 11.03. (*Contrats spécifiquement négociés pour la construction d'un actif ou d'un ensemble d'actifs qui sont étroitement liés ou interdépendants en termes de conception, de technologie et de fonction, ou de finalité ou d'utilisation*) (0,25 point)

Lesdits contrats doivent être traités de façon regroupée dans la mesure où ils répondent aux critères de regroupement prévus par IAS 11.09, à savoir : (0,25 point)

- (a) Les deux contrats ont été négociés comme un marché global ;
- (b) Les deux contrats sont si étroitement liés qu'ils font, de fait, partie d'un projet unique avec une marge globale ; et
- (c) Les contrats sont exécutés simultanément ou à la suite l'un de l'autre, sans interruption.

Considérant, dans l'espèce envisagée, que le résultat des contrats regroupés peut être estimé de façon fiable, les produits et les coûts s'y rapportant doivent être comptabilisés respectivement en produits et en charges en fonction du degré d'avancement de l'activité du contrat à la fin de la période de présentation de l'information financière. (IAS 11.22). (0,25 point)

En effet, selon IAS 11.23, le résultat d'un contrat est déterminé d'une façon fiable lorsque toutes les conditions suivantes sont satisfaites :

Conditions	Vérification	
(a) Le total des produits du contrat peut être évalué de façon fiable ;	Prix forfaitaire fixé	(0,125 point)
(b) Il est probable que des avantages économiques attachés au contrat iront à l'entité	Aucun indice de défaillance du client	(0,125 point)
(c) Tant les coûts à terminaison du contrat que le degré d'avancement du contrat à la fin de la période de présentation de l'information financière peuvent être évalués de façon fiable ; et	Les coûts sont déterminés selon les données fournis par la société	(0,125 point)
(d) Les coûts du contrat attribuables au contrat peuvent être clairement identifiés et mesurés de façon fiable de telle sorte que les coûts effectivement engagés au titre du contrat puissent être comparés aux estimations antérieures	Le degré d'avancement peut être déterminé sur la base de ses coûts.	(0,125 point)

b. Détermination des charges encourues et du degré d'avancement : (0,25 point)

Main d'œuvre Directe engagée (a)	535 000	Incluse
Quote-part des frais généraux (b)	125 000	Exclue
Frais de sous-traitance directe (c)	280 000	Inclus
Achat de matériaux de construction (d)	200 000	Inclus
Total des charges engagées (a) + (c) + (d)	1 015 000	(0,125 point)
<i>A déduire</i>		
Stock de Matériaux de construction au 31/12/2017	(80 000)	
= Coûts encourus en 2017 (1)	935 000	
Coût total estimé (2)	1 870 000	
% d'avancement = (1) / (2)	50%	(0,125 point)

c. Ecritures comptables relatives à l'exercice clos le 31/12/2017 : (1,25 points)

Courant 2017 (0,25 point)

(R) Achat de matériaux de construction	200 000	
(R) Autres charges par nature	815 000	
(B) Fournisseurs/Créditeurs divers/Trésorerie		1 015 000
<i>Constatation des charges engagées en 2017</i>		

31/12/2017 (0,25 point)

(B) Stocks de matériaux de construction	80 000	
(R) Variation des stocks		80 000
<i>Constatation du stock final de matériaux de construction</i>		

31/12/2017 (0,25 point)

(B) Clients, factures à établir [(1.200.000+500.000) x 50%]	850 000	
(R) Revenus des contrats de construction		850 000
<i>Constatation des revenus à l'avancement</i>		

Selon les données financières communiquées à fin 2017, il s'avère que le résultat des contrats regroupés est déficitaire. Il s'en suit que conformément à IAS 11.36 et IAS 37.66, la perte attendue à terminaison doit être immédiatement constatée en charges. **(0,25 point)**

Désignation	Montant
Revenu global (1)	1 700 000
Coûts encourus en 2017 (2)	935 000
Coûts restant à encourir [735.000+200.000] (3)	935 000
Coût global estimé à terminaison (4) = (2) + (3)	1 870 000
Perte attendue à terminaison (5) = (4) – (1)	170 000
Perte constatée en 2017 (6) [935 000 – 850 000]	85 000
Perte future à provisionner = (5) – (6)	85 000

31/12/2017 **(0,125 point)**

(R) Dotations aux provisions pour risques et charges	85 000	
(B) Provisions pour contrats déficitaires		85 000
<i>Constatation de la provision pour contrat déficitaire</i>		

31/12/2017 **(0,125 point)**

(B) Actif d'impôt différé [85.000 x 25%]	21 250	
(R) Produit d'impôt différé		21 250
<i>Fiscalité différée induite par la provision</i>		

Corrigé indicatif de la deuxième partie

Dossier n° 1 : (3,5 points)

% de contrôle, type d'influence, méthode de consolidation et % d'intérêt : (3,5 points)

Société	% de contrôle	Type d'influence	Méthode de consolidation	% d'intérêt
SM				
A	90,00% 0,25	Contrôle exclusif	IG 0,125	90,00% 0,25
B	60,00% 0,25	Contrôle exclusif	IG 0,125	61,86% (3) 0,25
C	35,29% (1) 0,25	Influence notable	ME 0,25	39,28% (4) 0,25
D	35,00% (2) 0,25	Influence notable	ME 0,25	29,28% (5) 0,25
E	70,00% 0,25	Contrôle exclusif	IG 0,25	53,12% (6) 0,25

(1,25 points)

(1 point)

(1,25 points)

(1) "B" et "C" sont deux sociétés anonymes objet d'une détention réciproque prohibée par l'article 466 du CSC. A défaut d'accord entre ces 2 sociétés pour régulariser la situation, celle qui détient la fraction la plus faible du capital de l'autre doit aliéner l'investissement dans l'année qui suit l'acquisition (la société "B"). Jusqu'à aliénation, "B" est privée du droit de vote. Ainsi, le % de droit de vote dans "C" serait de $30\% / (100\% - 15\%) = 35,29\%$

(2) $15\% + 20\%$

(3) $(90\% \times 60\% + 30\% \times 20\%) / (1 - 15\% \times 20\%)$

(4) $(90\% \times 60\% \times 15\% + 30\%) / (1 - 15\% \times 20\%)$

(5) $20\% + 61,86\% \times 15\%$

(6) $61,86\% \times 70\% + 39,28\% \times 25\%$

Dossier n° 2 : (4,5 points)

1. Elimination de la plus-value sur cession de l'ensemble immobilier.

	(0,25 point)	
(B) Réserves "B"	150 000	
(B) Constructions		100 000
(B) Terrains		50 000

	(0,25 point)	
(B) Actif d'impôt différé	37 500	
[150.000 x 25%]		
(B) Réserves "E"		37 500

2. Correction des amortissements sur constructions

	(0,25 point)	
(B) Amortissements des constructions	30 000	
(B) Réserves "E" [100.000x(2/10)]		20 000
(B) Résultat "E" [100.000x(1/10)]		10 000
(R) Résultat global (en gestion)	10 000	
(R) Dotations aux amortissements		10 000

	(0,25 point)	
(B) Réserves "E" [100.000x(2/10)x25%	5 000	
(B) Résultat "E" [100.000x(1/10)x25%	2 500	
(B) Actif d'impôt différé		7 500
(R) Charge d'impôt différé	2 500	
(R) Résultat global (en gestion)		2 500

3. Elimination de la plus-value sur cession du matériel

	(0,25 point)	
(B) Résultat "SM" [40.000 x 20%]	8 000	
(B) Résultat "B" [40.000 x 15%]	6 000	
(B) Titres mis en équivalence		14 000
(R) QPRSME	14 000	
(R) Résultat global (en gestion)		14 000

	(0,25 point)	
(B) Titres mis en équivalence	3 500	
(B) Résultat "SM" [8.000 x 25%]		2 000
(B) Résultat "B" [6.000 x 25%]		1 500
(R) Résultat global (en gestion)	3 500	
(R) QPRSME		3 500

4. Reprise du gain différé au rythme des amortissements

(0,25 point)

(B) Titres mis en équivalence	3 500	
(B) Résultat "SM" $[(8.000/4)]$		2 000
(B) Résultat "B" $[(6.000/4)]$		1 500
(R) Résultat global (en gestion)	3 500	
(R) QPRSME		3 500

(0,25 point)

(B) Résultat "SM" $[(8.000/4) \times 25\%]$	500	
(B) Résultat "B" $[(6.000/4) \times 25\%]$	375	
(B) Titres mis en équivalence		875
(R) QPRSME	875	
(R) Résultat global (en gestion)		875

5. Elimination de la marge interne sur stock final

(0,25 point)

(B) Résultat "E" $[(100.000+50.000) \times 10\%]$	15 000	
(B) Stocks de matières premières		15 000
(R) Variation de stocks	15 000	
(R) Résultat global (en gestion)		15 000

(0,25 point)

(B) Actif d'impôt différé	3 750	
(B) Résultat "B" $[15.000 \times 25\%]$		3 750
(R) Résultat global (en gestion)	3 750	
(R) Produit d'impôt différé		3 750

6. Elimination de la marge interne sur stock initial

(0,25 point)

(B) Réserves "E" $[(100.000 - 15.000) \times 10\%]$	8 500	
(B) Résultat "E"		8 500
(R) Résultat global (en gestion)	8 500	
(R) Variation de stocks		8 500

(0,25 point)

(B) Résultat "B"	2 125	
(B) Réserves "B" $[8.500 \times 25\%]$		2 125
(R) Charge d'impôt différé	2 125	
(R) Résultat global (en gestion)		2 125

7. Elimination des provisions pour dépréciation des titres "D"

(0,25 point)

(B) Provision pour dépréciation des titres "D"	80 000	
(B) Réserves "B" $[80.000 - 20.000]$		60 000
(B) Résultat "B"		20 000
(R) Résultat global (en gestion)	20 000	
(R) Dotations aux provisions sur titres		20 000

(0,25 point)

(B) Réserves "B" $[60.000 \times 25\%]$	15 000	
(B) Résultat "B" $[20.000 \times 25\%]$	5 000	
(B) Actif d'impôt différé		20 000
(R) Charge d'impôt différé	5 000	
(R) Résultat global (en gestion)		5 000

8. Elimination des dividendes reçus en provenance de "E"

(0,25 point)

(B) Résultat "B"	21 000	
(B) Réserves "B"		21 000
(R) Revenus des placements	21 000	
(R) Résultat global (en gestion)		21 000

9. Retraitement de cohérence de l'escompte des effets (Alignement des comptes réciproques)

(0,25 point)

(B) Client "B" - Effets à recevoir	25 000	
(B) Autres clients - Effets à recevoir	100 000	
(B) Concours bancaires courants		125 000

10. Elimination des créances et dettes réciproques matérialisées par des effets

(0,125 point)

(B) Fournisseur "E" - Effets à payer	60 000	
(B) Client "B" - Effets à recevoir		60 000

11. Comptabilisation des matières premières en transit (chez B) (Alignement de comptes réciproques)

(0,125 point)

(B) Stocks en transit (en provenance de "E")	50 000	
(B) Etat, TVA déductible	9 000	
(B) Fournisseurs "E"		59 000
(R) Achats d matières premières	50 000	
(R) Variation de stocks		50 000

12. Elimination des créances et dettes réciproques non matérialisées par des effets

(0,125 point)

(B) Fournisseurs "E"	59 000	
(B) Client "B"		59 000

13. Elimination des flux d'achat et de ventes réciproques

(0,125 point)

(R) Ventes de produits finis	700 000	
(R) Achats d matières premières		700 000